

les traités de non-prolifération. Enfin, l'effondrement de l'économie ou la guerre civile que vivent les États de la région créera probablement des besoins importants au chapitre humanitaire à un moment où les mécanismes d'aide internationaux ne suffisent déjà plus à la tâche.

L'évolution des relations entre États présente un enjeu fondamental pour les responsables politiques occidentaux. La question est de savoir comment réagir face à la politique régionale de la Russie. Lorsque l'URSS s'est dissoute, les États qui lui ont succédé ont été acceptés sur un pied d'égalité avec le reste de la communauté internationale. Leur souveraineté a été entièrement reconnue en vertu du droit international. Ils sont devenus membres à part entière d'organismes internationaux appropriés dont le Canada fait aussi partie, comme les Nations Unies et la CSCE.

Bien qu'elle ne vise apparemment pas à réprimer l'indépendance de ces États, la Russie a manifestement l'intention de restaurer une bonne part de son influence et de brider la souveraineté des autres républiques, ainsi que de renforcer leur dépendance à son égard. Sa politique militaire dans la région, comme en Géorgie et dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, consiste à encourager la résistance aux régimes qui n'acceptent pas la domination russe et à intervenir au nom de ceux qui l'acceptent. À tout le moins, on peut donc dire qu'il existe une incompatibilité marquée entre les aspirations et la politique russe d'un côté, et les engagements pris par les pays occidentaux d'un autre côté. La situation est compliquée par les pressions exercées par les Russes sur la communauté internationale pour qu'elle leur reconnaisse un rôle prépondérant dans la gestion des conflits locaux au sein de la CEI, comme au Tadjikistan.

Il en résulte un certain nombre de dilemmes fondamentaux pour l'Occident, dont le premier est le compromis à trouver entre ordre et justice. Bien que la Russie ait des velléités expansionnistes et que sa politique soit incompatible avec une indépendance pleine et entière des autres anciennes républiques soviétiques, sa présence contribue au maintien de l'ordre. Au Tadjikistan, par exemple, ses troupes ont réussi à instaurer une certaine stabilité qui n'aurait sans doute pas été possible autrement.

Le deuxième dilemme est le fossé qui sépare l'ambition des objectifs de l'Occident et sa détermination à les atteindre. Freiner l'influence russe dans cette région et dans d'autres exigerait de la part des Occidentaux et des organismes internationaux des moyens et des engagements à l'égard de la sécurité régionale qu'ils hésitent manifestement à prendre. On ne semble pas disposé à chercher une autre solution que la Russie pour consolider la stabilité régionale, préalable à un équilibre politique et économique. Les Occidentaux n'étant pas disposés à jouer d'autres cartes, le discours qu'ils opposent à la politique russe complique les efforts déployés pour